

GE_GERICHTE C/17375/2004 vom 21. Juli 2022

GE Cour de justice, 2022-07-21, FR

Quelle: https://mcp.opencaselaw.ch/entscheid/ge_gerichte_C_17375_2004

FR: GE_GERICHTE C/17375/2004 du 21 juillet 2022

IT: GE_GERICHTE C/17375/2004 del 21 luglio 2022

Volltext

Genève Cour de Justice (Cour civile) Chambre de surveillance 11.08.2022 C/17375/2004 C/17375/2004 DAS/177/2022 du 11.08.2022 sur DTAE/4818/2022 (PAE) , RETIRE Par ces motifs republique et canton de geneve POUVOIR JUDICIAIRE C/17375/2004-CS DAS/177/2022 DECISION DE LA COUR DE JUSTICE Chambre de surveillance DU JEUDI 11 AOÛT 2022 Recours (C/17375/2004-CS) formé en date du 21 juillet 2022 par Madame A _____ , actuellement hospitalisée à la Clinique B _____, Unité C _____, _____ (Genève), comparant en personne. * * * * * Décision communiquée par plis recommandés du greffier du 12 août 2022 à : - Madame A _____ Clinique B _____, Unité C _____, _____. - Madame D _____ Monsieur E _____ SERVICE DE PROTECTION DE L'ADULTE Case postale 5011, 1211 Genève 11. - TRIBUNAL DE PROTECTION DE L'ADULTE ET DE L'ENFANT . Pour information à : - Direction de la Clinique B _____, _____. Attendu, EN FAIT , que par ordonnance DTAE/4818/2022 du 19 juillet 2022, le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant a prescrit l'exécution du placement à des fins d'assistance institué le 2 juillet 2020 (DTAE/3852/2020) en faveur de A _____ - née le _____ 1951, originaire de Genève (Genève), au bénéficiaire d'une curatelle de représentation et de gestion confiée à deux collaborateurs du Service de protection de l'adulte - au sein de la Clinique [psychiatrique] B _____, à compter du 13 juillet 2022 (chiffre 1 du dispositif) et rendue attentive l'institution de placement au fait que la compétence de libérer la personne concernée, de lui accorder des sorties temporaires ou de transférer le lieu d'exécution du placement, appartenait au Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant (ch. 2); Que par acte expédié le 21 juillet 2022 à la Chambre de surveillance de la Cour de justice, A _____ a formé recours contre l'ordonnance précitée, en exposant qu'elle comprenait que celle-ci ordonnait son placement "à vie" à la Clinique B _____; Qu'elle a fait valoir que cette Clinique ne constituait pas une institution appropriée à son état et a exprimé le souhait d'être transférée dans un établissement médico-social (ci-après: EMS); Que le 11 août 2022, le juge délégué de la Chambre de surveillance a procédé à l'audition de A _____, de sa curatrice, ainsi que de la Dre F _____, médecin adjoint à la Clinique B _____; Que cette dernière, dûment exhortée, a décrit l'évolution de l'état de santé de A _____ et exposé les raisons pour lesquelles le placement à l'EMS G _____ avait dû être interrompu; qu'elle a déclaré qu'au vu de la situation actuelle de la patiente, un placement en EMS était possible, qu'il fallait cependant trouver un établissement adapté et disposé à accueillir la patiente et qu'il n'était pas question d'un placement "à vie" à la Clinique B _____; Qu'au vu de ce qui précède et après discussion avec sa curatrice, A _____ a retiré son recours; Que la Cour a gardé la cause à juger à l'issue de l'audience; Considérant, EN DROIT , qu'une transaction, un acquiescement ou un désistement d'action a les effets d'une décision entrée en force (art. 241 al. 2 CPC); Que dans un tel cas, l'autorité saisie raye l'affaire du rôle (art. 241 al. 3 CPC); Qu'en l'espèce, il sera dès lors donné acte à A _____ du retrait de son recours et la

cause sera rayée du rôle; Que la procédure est gratuite (art. 22 al. 4 LaCC). * * * * * PAR CES MOTIFS, La Chambre de surveillance : Prend acte du retrait du recours formé le 21 juillet 2022 par A_____ contre l'ordonnance DTAE/4818/2022 rendue le 19 juillet 2022 par le Tribunal de protection de l'adulte et de l'enfant dans la cause C/17375/2004. Dit que la procédure est gratuite. Raye la cause du rôle. Siégeant : Monsieur Ivo BUETTI, président ad interim ; Mesdames Ursula ZEHETBAUER GHAVAMI et Jocelyne DEVILLE-CHAVANNE, juges; Madame Carmen FRAGA, greffière. Indication des voies de recours : Conformément aux art. 72 ss de la loi fédérale sur le Tribunal fédéral du 17 juin 2005 (LTF; RS 173.110), la présente décision peut être portée dans les trente jours qui suivent sa notification avec expédition complète (art. 100 al. 1 LTF) par devant le Tribunal fédéral par la voie du recours en matière civile. Le recours doit être adressé au Tribunal fédéral - 1000 Lausanne 14.

Export aus OpenCaseLaw (CC0). Verbindlich ist allein der vom erlassenden Gericht veröffentlichte Originaltext. Quellen-URL siehe oben.